



Emplois d'avenir : note d'information sur le dispositif

Note sur le projet de loi et l'exposé des motifs

Date : 23/08/2012

Origine : Martine DUVAL, secteur politique revendicative

Destinataires : Synd, SR, SD

Document informatif (à partir d'éléments d'information que nous avons recueillis) ne préjugant pas de l'analyse politique qui sera conduite à ce propos par la fédération et l'UNSA.

EMPLOIS D'AVENIR

La jeunesse étant la priorité du quinquennat (éducation, emploi, insertion dans la vie d'adulte), la loi sur les emplois d'avenir sera suivie d'un second texte sur le contrat de génération après concertation avec les partenaires sociaux.

Objectif

« Créer les conditions d'une première expérience professionnelle réussie, inscrite dans une durée suffisante pour permettre un réel développement personnel et professionnel. »

Cette première expérience réussie « devra permettre de révéler des talents et des potentiels insoupçonnés » et pourra :

- déboucher sur un maintien durable dans l'emploi, lorsque celui-ci aura pu être pérennisé y compris en inscrivant le cas échéant l'étape suivante dans une formation en alternance débouchant sur un diplôme ;
- jouer un rôle de déclic, apportant une expérience du monde du travail faisant naître un intérêt pour un métier et un secteur professionnel, motivant le jeune pour se former et progresser dans ses perspectives de carrière.

L'**emploi d'avenir** est réservé aux jeunes :

- de **16 à 25 ans** sans emploi,
- **sans qualification** ou peu qualifié (CAP, BEP)
- priorité à ceux résidant dans les zones urbaines sensibles
- dans les zones d'emploi où le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale

Employeurs pouvant bénéficier des aides relatives aux emplois d'avenir :

- les organismes de droit privé à but non lucratif
- les collectivités territoriales
- les autres personnes morales de droit public, à l'exception de l'Etat
- les groupements d'employeurs (article L. 1253-1) qui organisent des parcours d'insertion et de qualification
- par exception des employeurs privés s'ils remplissent des conditions fixées par décret en conseil d'Etat

La demande d'aide doit décrire :

- le contenu du poste proposé
- son positionnement dans l'organisation de la structure employeuse
- les compétences dont l'acquisition est visée pendant la durée du contrat
- les actions de formation, réalisées dans ou hors temps de travail qui y concourent

L'aide est accordée pour un an minimum et 3 ans maximum.

Contrat de travail

Il peut être à durée déterminée ou indéterminée.

- Durée déterminée : 1 an minimum, 3 ans maximum. Si le contrat initial est inférieur à 36 mois, il peut être prolongé jusqu'à cette durée maximale

L'emploi est à **temps plein**. Toutefois, dans certaines conditions, il peut être à temps partiel (mi-temps minimum) avec accord de l'employeur et du salarié.

Le montant de l'aide de l'Etat, dont le niveau sera fixé réglementairement, sera dans le cas général de 75% du coût salarial.

EMPLOI D'AVENIR PROFESSEUR

Objectif

Faciliter l'insertion professionnelle et la promotion sociale des jeunes dans les métiers du professorat.

Permettre aux jeunes une entrée progressive dans le métier d'enseignant et exercer une activité rémunérée compatible avec leurs études et en lien direct avec leur projet professionnel.

Les missions qui seront confiées aux bénéficiaires ont vocation à évoluer au fur et à mesure de la montée en compétence des étudiants : missions péri-éducatives pour les jeunes entrant dans le dispositif, fonctions pédagogiques accompagnés par un tuteur au bout de 3ans.

L'emploi d'avenir professeur est destiné aux jeunes :

- aux **boursiers** de l'enseignement supérieur
- suivant une formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur et **se destinant aux métiers du professorat**
- en priorité à ceux effectuant leurs études dans les académies ou dans les disciplines connaissant des besoins particuliers de recrutement
- en priorité à ceux résidant dans les zones urbaines sensibles ou ayant effectué tout ou partie de leurs études secondaires dans établissement implanté dans ces zones ou relevant de l'éducation prioritaire
- **inscrits en deuxième année de licence**
- âgés de **25 ans au plus**
- **s'engageant à suivre une formation initiale** dans un établissement d'enseignement supérieur et **à se présenter à un concours** de recrutement des corps enseignants de l'éducation nationale

Les bénéficiaires sont **recrutés par les établissements publics locaux d'enseignements**.

Ils peuvent exercer leurs fonctions :

- dans l'établissement qui les a recrutés ;
- dans un ou plusieurs autres établissements (collèges, lycées) ;
- dans une ou plusieurs écoles.

La demande d'aide à la formation et à l'insertion professionnelle décrit :

- le contenu du poste proposé
- son positionnement dans l'organisation de l'établissement d'affectation
- les compétences dont l'acquisition est visée pendant la période en emploi d'avenir professeur

et mentionne :

- la formation dans laquelle est inscrit le jeune
- les concours de recrutement auxquels il se destine.

L'aide est accordée **pour un an, renouvelable chaque année jusqu'au passage du concours, dans la limite d'une durée totale de 36 mois.**

Contrat de travail

- de **droit privé**
- d'**un an renouvelable** dans la limite de 36 mois
- d'une durée hebdomadaire inférieure à la durée légale du temps de travail (Elle peut varier sur tout ou partie de la période couverte par le contrat.) Il s'agirait d'un mi-temps dans le cas général.
- la **rémunération** versée est **cumulable avec les bourses** de l'enseignement supérieur